

SPECIAL

globule rouge INFO

**financement
de la
protection sociale**

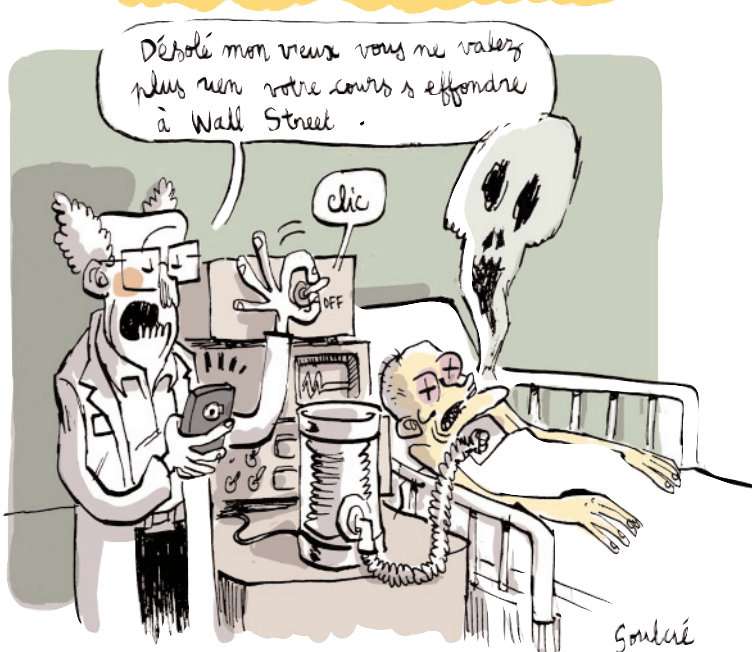
LOI "BACHELOT" ...
...FRANCHISES...

...FORFAITS HOSPITALIERS...
ORDRES PROFESSIONNELS...

L'URGENCE d'une autre politique

Les annonces se sont suivies régulièrement au cours du mois de septembre. Augmentation du forfait hospitalier, nouvelle diminution des remboursements de médicaments, plan de retours à l'équilibre budgétaires, non remplacement de départ en retraite, appel à cotisation pour l'ordre, accélération des restructurations, etc. Ce sont les réalités que rencontrent les actrices et acteurs de la santé quel que soit leur lieu d'exercice. Le libéralisme, l'ultra libéralisme font leur ravage.

LA PRIVATISATION DE LA SANTÉ



Rien n'est fatal dans cette situation. Ce sont des choix de politiques économiques et sociales, de gestions d'entreprise conduisant aux désastres de la financiarisation de l'économie contre le réel, l'emploi, les salaires, la protection sociale, les dépenses publiques et sociales, le développement durable.

Une autre politique de progrès social et solidaire, de développement social et durable est possible et indispensable. Elle seule permettra de répondre aux besoins de la population pour un processus de sortie de crise. Elle seule permettra l'amorce d'une autre logique de développement à partir des propositions portées dans les luttes et les mobilisations.

Il est urgent de s'attaquer tous ensemble au besoin de construction d'alternatives véritables, comme la marche vers un nouveau projet de société, une autre civilisation. Les communistes mettent au débat des propositions de financement de la protection sociale dans cette période de discussion du projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

Ils inscrivent cette démarche de propositions dans une volonté de construction plus générale, en ouvrant avec le Front de gauche des « ateliers du projet » ouverts à tous les acteurs du mouvement social, à toutes les forces de gauche, dans la confrontation des projets et des idées. L'essentiel est maintenant d'avancer ensemble pour opposer à la droite plus seulement la force de notre refus, mais notre unité pour d'autres choix politiques pour la société.

PCF
Parti communiste français
2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris
sante@pcf.fr
www.pcf.fr

Pierre Laurent
coordinateur national du PCF

FINANCEMENT DE LA PROTECTION SOCIALE

C'EST UNE URGENCE !

Le déficit de la Sécurité sociale, résultat des politiques d'enfoncement dans la crise, va à nouveau servir d'alibi pour accélérer le démantèlement de notre système de solidarité sociale et faire payer l'immense majorité de la population par des gestions financières dévastatrices et la privatisation.

Le pays et notre protection sociale sont malades : l'explosion du chômage, la généralisation de la précarité, les bas salaires, les exonérations patronales, les gestions patronales sont les causes de cette crise économique et sociale sans précédent.

Pas d'issue, de progrès et d'efficacité, pas de sortie de crise véritable **dans les nouvelles mesures envisagées par le gouvernement pour 2010** : fuite en avant dans les déremboursements, mise en cause de la possibilité d'accéder aux soins, faire payer les malades avec un forfait hospitalier qui passerait à 18 euros !

Alors, oui, il est temps de faire autrement !

Dans la crise financière, il y a crise sociale et du système de gestion et... il y a profits financiers. En attestent les Comptes de la Nation 2008, qui confirment que les entreprises non financières et les banques ont amassé 268,3 milliards d'euros qui échappent à tout prélèvement.

Si cette masse financière était soumise à cotisation au même taux que les cotisations patronales sur les salaires, ce sont immédiatement plus de 70 milliards qui permettraient de faire face à l'urgence des besoins sociaux et de sortie de crise.

Immédiatement, ce serait l'annulation des mesures d'austérité envisagées, le renflouement des budgets hospitaliers, une marge salubre des comptes sociaux pour réorienter ceux-ci vers plus de solidarité et d'efficacité économique.

Mais une telle « bouffée d'air » pose avec encore plus de force l'urgence de mettre en œuvre des réformes structurelles.



LA QUESTION CENTRALE DU FINANCEMENT

Le PCF a appelé, lors de la Fête de l'Humanité, à la relance d'un « immense débat d'idées à gauche » sur le projet qui doit constituer l'alternative à la politique de Nicolas Sarkozy. Dans ce cadre, la protection sociale est une des spécificités de la société française et, en même temps, l'objet d'attaques d'envergure de la part du pouvoir. À gauche, les analyses et les propositions sur le financement de la protection sociale sont diverses.

Pour notre part, nous considérons que c'est une question centrale permettant de promouvoir une vraie politique solidaire et de progrès social tournant le dos à la société de mise en concurrence et d'individualisme du libéralisme. Il s'agit vraiment d'une autre logi-

que de sortie de crise et de développement. Il faut d'urgence changer de cap.

Les propositions que portent le Parti communiste français sont portées au débat. Une des réunions des ateliers que les communistes co-organisent dans le cadre du Front de gauche, « Pour une autre utilisation de l'argent », s'est tenue le 20 octobre, avec un temps particulier sur le financement de la protection sociale.

Nous considérons indispensable de débattre, de confronter les projets pour prolonger les rassemblements et de construire le projet qui portera réellement nos espoirs.

Unissons-nous autour de ce projet et portons-le dans la rue comme dans les urnes.

UNE AUTRE LOGIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

FAUSSES OU VRAIES SOLUTIONS ?

Plusieurs propositions s'affrontent dans le débat politique.
La CSG (fiscalisation) ou les cotisations ? Quelle assiette pour établir les divers prélèvements (patronale, masse salariale ou valeur ajoutée) ?

CSG OU COTISATIONS ?

Le PCF fait le choix de poursuivre et renouveler l'orientation prise à la Libération, non pas par parti-pris idéologique, mais pour l'efficacité économique et sociale. **Il défend le principe des cotisations sociales** liées aux salaires versés dans les entreprises, un financement lié à l'entreprise, lieu où les salariés créent les richesses.

Chacun cotise en fonction de sa capacité contributive et peut recevoir des prestations et des soins selon ses besoins.

Cette articulation du financement de la protection sociale à la production de richesses par les salariés constitue un socle solide pour le développement des femmes et des hommes.

À l'opposé, nous refusons la fuite en avant dans la fiscalisation de la protection sociale (CSG, RDS). Fondamentalement, il s'agit d'organiser la réduction des charges dites « patronales », d'institutionnaliser la réduction du coût de travail et de la part des salaires dans la valeur ajoutée.

La CSG ne repose que sur les ménages (88% sur les salariés et les retraités), les revenus financiers ne contribuant que pour 11%. Il est donc faux de dire que la CSG est plus juste en faisant participer tous les revenus !

Par ailleurs, un débat a été initié par le gouvernement actuel sur la TVA « sociale » : les effets seraient dramatiques pour le pouvoir d'achat des ménages et à terme, sur la croissance et l'emploi.

PROFITS OU SALAIRES ?

Nous ne sommes pas favorables au remplacement de l'assiette salaires par une assiette valeur ajoutée. En effet, l'assiette « valeur ajoutée » est beaucoup moins fiable qu'une assiette salaires. Elle est beaucoup plus fluctuante, objet de diverses « manipulations » comptables par les gestions d'entreprises et de groupes multinationaux. Elle ne peut en aucune manière refléter le rapport de lutte au cœur de la production des richesses, pour l'accroissement des salaires !

Par ailleurs, les PME, les artisans doivent être soutenus autrement que par l'incitation à réduire les salaires et les dites charges sociales. Les questions à l'ordre du jour sont justement une nouvelle fiscalité et un crédit favorable à l'emploi et aux salaires !



ET LES COTISATIONS PATRONALES ?

Les politiques économiques et de gestion des entreprises réduisent la part des salaires, tandis que les exonérations exponentielles de la part patronale sur les « bas salaires » (30 milliards en 2008) privent la Sécu de ressources, tirant toujours plus les salaires vers le bas. Les entreprises capitalistiques et les sociétés financières sont favorisées au détriment des industries de main-d'œuvre, de la création d'emplois correctement rémunérés.

Nous proposons de moduler le taux des cotisations patronales proportionnellement à la part des salaires dans la valeur ajoutée : emploi, salaires, qualification, formation.

Nous faisons le choix de la croissance réelle à partir du développement des hommes, à l'entreprise, comme au niveau de la société.

DES PROPOSITIONS IMMÉDIATES

Face à l'urgence, une nouvelle cotisation pourrait être instituée sur les revenus financiers des entreprises et des institutions financières qui ne sont soumises à aucune contribution sociale et se développent contre l'emploi, les salaires et la croissance réelle. Il s'agit bien de plus de 268 milliards d'euros de revenus financiers. En les soumettant au taux actuel de cotisation patronale à l'assurance maladie, c'est **immédiatement** 70 milliards pour le financement de la protection sociale !

Nous voulons mettre un terme à la fuite en avant dans les exonérations patronales, estimées à plus de 30 milliards d'euros.

Un pôle de financement public devrait favoriser les investissements productifs et générateurs d'emplois efficaces par des crédits à faible taux.

Il faut exiger le règlement des dettes patronales et des dettes de l'État vis-à-vis de la Sécurité sociale.

de nouveaux financements pour le service public hospitalier sont indispensables

Il faut sortir de la T2A (tarification à l'activité) telle qu'elle est mise en œuvre aujourd'hui, et amorcer une réflexion sur une nouvelle dotation hospitalière. Celle-ci doit prendre en compte tout ce qui n'est pas rentabilité immédiate : la permanence des soins, la prise en charge sociale, la formation des personnels, la recherche, les équipements hospitaliers...

Il convient d'arrêter les emprunts financés par le budget de fonctionnement qui poussent les hôpitaux publics au dépôt de bilan et les contraignent à des coupes sombres dans le personnel. Une réduction des charges financières au lieu des « charges sociales » est indispensable. L'État doit assurer son rôle de propriétaire et sa responsabilité d'investisseur.

La taxe sur les salaires doit être supprimée. C'est 10% d'une masse salariale qui représente entre 66 et 70% du budget des hôpitaux. L'argent ainsi rendu disponible pourrait être affecté, d'une part à l'assurance-maladie, et d'autre part au désendettement rapide des hôpitaux.

De même, la TVA payée par les hôpitaux publics et PSPH (privé participant au service public hospitalier) devrait être reversée, comme c'est le cas pour les collectivités territoriales.

Ces deux mesures à elles seules sont de nature à régler les problèmes financiers de ces établissements et à leur permettre d'assurer leur mission de service public de santé.



LE DÉBAT ET L'ACTION SONT À L'ORDRE DU JOUR

**oui ! le financement de la protection sociale correspond à un choix de société
le choix de la cotisation est un choix de solidarité
de la responsabilité sociale des entreprises**

**c'est le choix d'une Sécurité sociale gérée par les assurés sociaux
le choix d'une pleine maîtrise des moyens de développement des hommes**